

Paix et Démocratie

Nous, organisations syndicales engagées dans la défense des droits des travailleurs et des libertés fondamentales, exprimons notre profonde inquiétude face à la montée de l'extrême droite en Europe. Cette progression constitue une menace directe contre la paix, la démocratie et les acquis sociaux conquis par des décennies de luttes ouvrières.

L'histoire nous enseigne que l'extrême droite, sous toutes ses formes, sape les droits des travailleurs, détruit les solidarités collectives et alimente les divisions au sein de nos sociétés. Son programme repose sur la remise en cause des libertés syndicales, la stigmatisation de certaines catégories de la population et la remise en cause des principes de justice sociale et d'égalité. Face à cette menace, nous affirmons avec force que les valeurs de solidarité, d'égalité et de fraternité doivent rester notre socle commun.

Nous devons appeler sans relâche l'ensemble des travailleurs et des travailleuses à se mobiliser contre les discours de haine et de division. Il est de notre responsabilité de défendre un modèle de société basé sur la justice sociale, le respect des droits fondamentaux et la coopération entre les peuples. La montée des idéologies autoritaires ne peut être combattue qu'à travers un engagement syndical fort, une unité de la classe ouvrière et une mobilisation citoyenne sans faille.

Nous réaffirmons également notre attachement à la paix en Europe et dans le monde. L'extrême droite, par son nationalisme exacerbé et ses politiques de repli, menace la stabilité internationale et préfère alimenter les tensions plutôt que de promouvoir la diplomatie et la coopération. Nous refusons cette logique de confrontation et appelons à une politique basée sur le dialogue et la défense des droits humains.

Face à ces enjeux cruciaux, nous, organisations syndicales, estimons qu'il est essentiel de renforcer le plan stratégique et nos actions à venir par les engagements suivants :

- Informer et sensibiliser les travailleurs sur les dangers de l'extrême droite et ses conséquences sur leurs droits et conditions de travail ;
- Défendre activement les valeurs de démocratie, de liberté syndicale et de justice sociale ;
- Combattre toutes formes de discrimination, de racisme et de division au sein du monde du travail ;
- Agir pour une Europe solidaire, juste et pacifique, au service des peuples et non des intérêts financiers.

La paix est une condition préalable au plein exercice des droits humains et à la stabilité des démocraties. Sans justice sociale et économique, il ne peut y avoir ni paix ni sécurité.

Nous appelons tous les travailleurs et travailleuses, ainsi que l'ensemble des forces progressistes, à s'unir pour défendre nos droits et nos libertés contre la menace de l'extrême droite. L'histoire nous a déjà montré ce que peut engendrer le repli identitaire et l'autoritarisme. Nous avons le devoir de préserver la paix, la démocratie et les acquis sociaux pour les générations futures.

Ensemble, unis et solidaires, nous ferons face à cette menace et construirons un avenir fondé sur la justice et la dignité humaine.

L'emploi des jeunes, la répression syndicale et la syndicalisation dans l'industrie

Les organisations affiliées à industriAll Europe sont préoccupées par la précarité grandissante des jeunes dans l'industrie, exacerbée par la généralisation des contrats précaires et la répression syndicale accrue.

Alors qu'elle devrait offrir un avenir et une émancipation sociale, l'industrie est minée par l'intérim et la sous-traitance excessive, rendant toute projection à long terme impossible. La défense d'une industrie européenne forte passe par le renforcement des syndicats, seuls capables de protéger les droits des travailleurs et d'imposer de nouveaux progrès sociaux.

Face à ces défis, un espoir se dessine : la (ré)politisation du syndicalisme, illustrée, en France, par la mobilisation massive des jeunes face à la montée de l'extrême droite après les élections européennes du 9 juin dernier. Ce sursaut politique démontre que, face à une menace directe sur leurs droits, les jeunes s'engagent. Cette énergie doit être investie dans nos organisations pour en faire une force collective durable.

Ce renouveau renforce le rôle de contre-pouvoir des syndicats et élève le débat politique. Il est crucial de saisir cette dynamique et d'intégrer pleinement les jeunes dans le combat syndical et la lutte des classes.

Cependant, la situation des jeunes travailleurs reste alarmante : leur taux de chômage est deux fois plus élevé que celui de la moyenne européenne. La crise sanitaire a aggravé leur précarité, marquée par le chômage, la pauvreté et l'ubérisation, les privant de protections sociales. Lorsqu'ils tentent de s'organiser, ils subissent pressions, intimidations et licenciements abusifs. La répression syndicale constitue un frein majeur à leur engagement et doit être combattue pour favoriser la syndicalisation.

La syndicalisation des jeunes est essentielle pour répondre à leurs préoccupations et assurer l'avenir du mouvement syndical. Nos organisations doivent rester des forces indispensables pour la justice sociale et les droits des travailleurs.

Les organisations affiliées à industriAll Europe appellent ce Congrès à s'engager pour :

- La protection des militants syndicaux, notamment des jeunes, pour garantir un engagement sans crainte de représailles.
- L'exigence de législations nationales et internationales garantissant la liberté syndicale.
- La mise en place de mécanismes efficaces de soutien aux militants réprimés.
- La revendication d'un emploi industriel stable et de qualité pour la jeunesse.
- Le développement massif de la syndicalisation des jeunes, avec des outils adaptés.
- Le renforcement de la solidarité internationale contre la répression syndicale.
- La demande d'amnistie pour les jeunes condamnés en raison de leur engagement syndical.

Les organisations affiliées à industriAll Europe appellent toutes les organisations à faire de l'emploi des jeunes et de la lutte contre la répression sociale et syndicale une priorité. Car un jeune travailleur exploité aujourd'hui est un salarié brisé demain. Agissons dès maintenant pour imposer un modèle social juste et progressiste.